Le colbertisme

Marcel Daneau

Volume 37, numéro 2, juillet–septembre 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001635ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001635ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Daneau, M. (1961). Le colbertisme. *L'Actualité économique*, 37(2), 253–266.
<https://doi.org/10.7202/1001635ar>

Le colbertisme

Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), fils de marchand rémois, devint contrôleur des finances sous Louis XIV en 1661. Il occupa ce poste durant un peu plus de vingt ans, soit de 1661 à 1683. Durant cette période relativement courte, Colbert formula, dirigea, contrôla toutes les activités économiques et même culturelles de la France. D'une énergie inlassable, rien n'échappait à sa perspicacité et à ses directives. Son action s'étendait des activités les plus minimes aux plus importantes, de l'enseignement technique de la broderie à l'expansion coloniale. D'une tenacité exemplaire, il s'acharna à accroître le prestige et la puissance de son pays. Pour ce faire, il basa ses efforts sur un ensemble de principes qui lui avaient été légués par Laffemas, Montchrestien, Richelieu, Mazarin, ses maîtres les plus illustres. Colbert les adapta et les développa pour enfin présenter à ses concitoyens et au monde l'apothéose de la pensée mercantiliste. En fait, il réussit si bien qu'il y laissa son nom, le colbertisme.

La synonymie que Colbert prête aux notions d'État national et d'État économique forme le caractère essentiel de sa doctrine. Le colbertisme ne différencie pas les notions de patriotisme et de protectionnisme. Elles sont inséparables. Le colbertisme implique aussi discipline, ordre, économie et coordination des efforts de tous les membres de la collectivité. Le colbertisme est la pierre angulaire pour l'édification de la nation. Cette édification qui repose sur le développement économique de la nation dans ses différents domaines fait l'objet de la présente étude. Nous verrons comment la pensée de Colbert se concrétise dans l'action.

* * *

Colbert est un partisan convaincu du bullionisme, doctrine qui fait dépendre la richesse des nations des quantités d'argent qu'elles possèdent. Il croit que la puissance de l'État dépend de ses finances, ses finances de ses taxes, et ses taxes d'une abondance d'argent. Accroître le volume monétaire de la nation était donc le but ultime de sa politique mercantile.

Pour réaliser cette politique, Colbert encouragea d'une part, tout commerce susceptible de favoriser l'entrée des métaux précieux. Il empêcha, d'autre part, la sortie de ces métaux par une réduction systématique des importations de biens et services de certains grands pays exportateurs, tels l'Angleterre et la Hollande. Il stimula à cette fin le développement de l'industrie nationale afin d'accroître l'indépendance économique et politique du royaume et d'activer la circulation de la monnaie à l'intérieur des frontières françaises¹. D'ailleurs, d'après Colbert, l'argent était aussi le nerf de la guerre. Les guerres de son époque étaient simplement des guerres d'argent entre les différentes puissances européennes. Une victoire de la France en accroîtrait non seulement la puissance, mais elle décuplerait le prestige de son monarque.

Une des grandes préoccupations de Colbert fut d'augmenter les revenus de l'État par les taxes. La taxe qui l'intéressa le plus fut la taille, la plus importante source de revenus pour l'État. Cet impôt direct payé par les roturiers, Colbert voulut l'utiliser non seulement pour gonfler les revenus de l'État, mais pour aplanir aussi les inégalités de revenus entre les différentes classes de la société française. Cependant Colbert ne réussit pas à établir un système rationnel et équitable de perception car les nobles, qui étaient exempts de la taille, empêchèrent toute démarche dans cette direction. Colbert augmenta donc les aides ou taxes indirectes sur les breuvages et la gabelle ou taxe sur le sel. De plus, il utilisa et développa d'autres sources de revenus, telles les droits sur les importations, les taxes sur le tabac et les tarifs postaux. À bout d'expédients, il se résolut même à déprécier la monnaie. Cette dernière politique se révéla désastreuse car ces nouvelles pièces d'argent perdirent rapidement leur valeur et engendrèrent l'inflation. Il se résolut finalement à stabiliser la valeur de la mon-

1. Clément, P., *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, Imprimerie Impériale, Paris, 1892, Volume VII, pp. 240-255.

naie et, décision plus importante, il fixa le rapport d'échange argent-or à quinze et demi pour un¹.

La rente résultait des prestations dues aux individus propriétaires de titres de l'État. Or la rente, fort imposante à l'époque, taxait indûment les revenus publics. Colbert décida donc de rembourser les titres qui étaient alors fort dépréciés. Cette politique souleva l'opposition violente des rentiers et Colbert se résigna à ne réduire que le taux de la rente, ce que d'ailleurs les rentiers ne lui pardonnèrent jamais. Mais Colbert demeurait indifférent à leurs attaques car il considérait les rentiers comme des membres inutiles qui devraient plutôt investir leur argent dans le commerce que dans l'État. D'ailleurs Colbert voulait réduire non seulement le nombre des rentiers, mais aussi celui des fonctionnaires, des moines, des avocats, etc., qui lui paraissaient des membres non productifs, parasites de la société française².

* * *

Colbert s'intéressa aussi fortement au commerce. La création d'un Conseil du Commerce montre bien tout l'intérêt que Colbert porta à cette question. Ce conseil fut formé pour aider financièrement les hommes d'affaires et pour trouver de nouveaux débouchés à la production française. Colbert fit aussi préparer un Code du Commerce ou Code Savary, travail monumental qui réformait et standardisait la production manufacturière. Il réglementa le taux de l'intérêt, qu'il limita à 5% car il croyait qu'un bas taux de l'intérêt encouragerait les hommes d'affaires à développer les entreprises industrielles et commerciales³.

D'autres réformes furent préconisées par Colbert pour faciliter le commerce à l'intérieur du royaume. Mentionnons l'abolition des droits de passage entre les différents domaines seigneuriaux et la construction des routes royales.

Colbert garda toujours un oeil attentif sur le commerce intérieur de la France, le régularisant quand il le croyait nécessaire. Il fixa les prix de détail pour prévenir l'inflation. Médiéval de carac-

1. Boissonnade, P., *Colbert*, Marcel Rivière, Paris, 1932, pp. 74-78.

2. Cole, C. W., *Colbert and a Century of French Mercantilism*, Columbia University Press, 1939, Volume I, p. 303.

3. Clément, P., *Histoire de Colbert et de son administration*, Perrin et Cie, Paris, 1892, pp. 265-266.

tère; Colbert combattit les monopoles et vérifia la qualité des marchandises mises en vente. Il défendit la vente de marchandises de pauvre qualité, le mélange de marchandises de qualité différente, et l'accroissement du prix des grains qui n'était pas sanctionné par l'État¹.

Le problème du transport intérieur accapara aussi les efforts de Colbert. De ce fait, il créa des compagnies de transport maritime et terrestre. Il insista toujours sur l'amélioration des routes, des canaux, des ponts, phase de développement indispensable à l'accroissement des échanges et à l'élévation du niveau de vie de la population française².

Le commerce extérieur passionna Colbert car cette activité lui parut indispensable au développement économique de la France. Le commerce extérieur permettait l'entrée des «trésors» dans le royaume. La formation d'une compagnie d'assurances pour couvrir la perte des navires français et de leurs cargaisons fut l'un des premiers gestes positifs de Colbert. Les primes payées par les armateurs français ne devaient pas servir à enrichir les compagnies étrangères, les compagnies hollandaises en particulier. Il fit aussi accompagner les navires marchands français par des navires de guerre afin de les protéger des attaques des corsaires anglais et hollandais et des pirates de Tunis et de Tripoli³.

D'après Colbert, les Anglais et plus spécialement les Hollandais étaient des ennemis mortels de la France. Il croyait que l'accroissement du commerce extérieur français allait directement à l'encontre des intérêts de ces nations. Colbert habitait un univers statique. Le commerce mondial, le nombre de navires, la production de biens manufacturés étaient relativement fixes. L'amélioration du statut d'un pays se faisait donc nécessairement au détriment du statut d'un autre pays. Ceci explique pourquoi il entreprit certaines guerres pour récolter sa part de commerce extérieur. Le commerce extérieur lui-même est une guerre perpétuelle d'énergie entre les nations. Chaque nation essaie d'obtenir sa part légitime de commerce en surpassant la capacité exportatrice des autres nations⁴. De plus, cette guerre commerciale de la France

1. Clément, P., *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, Volume VI, p. 62.

2. *Ibid*, Volume IV, pp. 509-510.

3. *Ibid*, Volume II, Tome II, pp. 532-533.

4. *Ibid*, Volume VI, pp. 260-270.

à l'endroit des autres pays européens devait être dirigée par l'État. D'après Colbert, seul l'État pouvait canaliser le commerce extérieur et maintenir l'ordre sur les marchés extérieurs et intérieurs. Ses édits sur le commerce avec le Levant et l'Espagne reflètent ses vues sur le commerce extérieur. D'une part, Marseille devint une cité libre afin d'attirer le commerce du Moyen-Orient dans une seule localité. Cette concentration facilitait le contrôle des échanges. D'autre part, le commerce espagnol revêtait une importance particulière vu l'abondance de métaux précieux dans ce pays. Colbert rêva même de commercer directement avec les colonies espagnoles en soudoyant les fonctionnaires coloniaux. Cette dernière tentative ne donna aucun résultat, mais il obtint quand même une part importante des bullions qui passaient de l'Amérique à Cadix¹.

Cependant Colbert n'ignora pas les autres formes de commerce. Il signa des traités commerciaux avec les pays scandinaves et l'Angleterre. Il forma des compagnies pour transiger avec les Indes Orientales et Occidentales. Mais le problème qui le préoccupa le plus lors de ses négociations fut celui des tarifs extérieurs et intérieurs.

Une réduction des droits sur l'importation de matériel brut et l'exportation des produits manufacturés, ainsi que des droits très élevés sur l'importation de produits manufacturés et l'exportation de matériel brut, voilà l'idée maîtresse de Colbert sur les problèmes tarifaires². De plus, il était convaincu que les droits de douane étaient un instrument efficace pour maintenir et développer l'industrie du pays. D'autre part, il craignait les mesures de représailles qui auraient pu réduire les exportations françaises. Il entama donc certains pourparlers avec l'Angleterre afin d'étudier quelques politiques de concessions tarifaires mutuelles³. Le concept de la balance commerciale favorable ou défavorable était bien compris de Colbert. En 1668-69, la France ayant eu une balance commerciale favorable avec l'Angleterre, il se réjouit de ce succès. Notons cependant que Colbert favorisa une réduction des droits ou des taxes sur certaines marchandises, tel le blé. En ce qui concerne les droits prélevés à l'intérieur du royaume,

1. *Ibid.*, Volume III, Tome II, pp. 413-414, 455-456.

2. *Ibid.*, Volume II, Tome I, p. CCXXXI.

3. Cole, C. W., Volume II, pp. 561-569.

Colbert tenta de les abolir complètement. Mais ses efforts n'obtinrent pas le succès désiré à cause de son impuissance à déraciner un traditionnalisme étroit dont les racines prenaient naissance dans le Moyen-Âge.

Les problèmes du transport attirèrent aussi l'attention du ministre. Les forces navales françaises prirent un essor prodigieux sous Colbert. La marine était l'instrument indispensable pour développer le commerce, protéger les colonies et rehausser le prestige de la France. En 1671, il nota que la marine pouvait être considérée sous trois angles différents: comme moyen défensif en cas de guerre, pour le maintien et le développement du commerce et des colonies, et pour supporter la Compagnie des Indes Orientales¹.

Le développement de la marine de guerre eut d'heureux effets sur la marine marchande en favorisant l'ouverture d'écoles navales, de nouveaux ports, et en stimulant l'industrie de la construction navale. Colbert imposa une taxe sur la marchandise française transportée par des cargos étrangers. Il subventionna un programme d'aide à la marine marchande et il encouragea l'addition de nouvelles unités de production à la flottille de pêche. Cette dernière servait non seulement à l'entraînement des marins pour la marine de guerre, mais elle rapportait aussi un produit, le hareng, qui tenait une place importante dans l'alimentation de la population².

* * *

Le développement de l'industrie manufacturière française était l'un des principaux objectifs de Colbert. L'existence de nombreuses industries libère le pays des pressions étrangères. Elle prévient la sortie d'or et d'argent sur l'achat de biens étrangers. Elle stimule l'entrée des métaux précieux grâce aux ventes faites à l'extérieur. Elle augmente l'emploi ou réduit le chômage. Les produits manufacturés enfin sont indispensables pour relever le niveau de vie de la population et la splendeur de la monarchie³.

L'industrie manufacturière, comme le commerce, ne peut être développée qu'aux dépens des autres nations; elle est néces-

1. Clément, P., *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, Volume II, Tome I, p. CCXXX.

2. Ibid, Volume II, Tome II, p. 574.

3. Ibid, Volume II, Tome II, pp. 584, 615, 675 et suiv.

saire à l'augmentation des stocks de monnaie du pays. L'accroissement des exportations des biens manufacturés est l'unique fin du commerce et le seul moyen d'augmenter la puissance de l'État. Conséquemment, Colbert fit tout en son pouvoir pour encourager l'établissement de manufactures. Il réduisit les taxes, augmenta les tarifs, et donna des subventions à l'exportation. Il attira les capitaux étrangers ou fournit lui-même les capitaux en faisant des prêts sans intérêts. Notons enfin que la formation de compagnies ayant un monopole complet sur la vente ou l'achat de certaines denrées fut le mécanisme par excellence que Colbert utilisa pour stimuler le développement de l'industrie.

De toutes les industries qui se développèrent sous Colbert, l'industrie du textile tint le premier rang. Les nouvelles fabriques de fins tissus reçurent le nom de « manufacture royale » et de larges sommes d'argent furent mises à leur disposition par l'État dès le début. Les tisserands étrangers et leurs familles furent attirés en France par toutes sortes de privilèges. Ces fins tissus furent surtout vendus aux habitants de Paris et plus spécialement à la noblesse.

Colbert encouragea de même l'industrie de la laine dont le Levant était le principal marché d'exportation. La Compagnie du Levant, fondée en 1670, reçut du Trésor royal dix livres sur chaque pièce exportée. Ces subventions assurèrent la survie de l'industrie de la laine qui élargit ses marchés aux dépens des industries anglaises et hollandaises.

Colbert stimula aussi la production de la serge. La fabrication de ce tissu se répandit dans plusieurs cités françaises grâce à des octrois gouvernementaux, des exemptions de taxes et même du travail forcé. Il encouragea et localisa l'industrie de la soie à Lyon qui devint ainsi l'un des plus grands centres mondiaux de la production de ce tissu.

La production de bas de soie prit d'imposante proportion durant la même période. L'apparition de machines à tricoter augmenta considérablement la mise en vente de cet article. En fait, l'offre avait tendance à dépasser la demande et les producteurs se lancèrent dans la fabrication de bas de laine afin de pouvoir utiliser tout le potentiel de leurs machines. La production mécanique de bas de laine menaça donc de déplacer des milliers d'ou-

vriers de l'industrie du bas de laine qui tricotaient à la main. Pour prévenir le chômage technologique, le gouvernement défendit la production de bas de laine à la tricoteuse mécanique¹.

Colbert dépensa des millions de livres sur la production d'articles de luxe, tels les tapis et les tapisseries. Les Gobelins et la Savonnerie furent les établissements qui servirent de points de ralliement aux meilleurs artistes et artisans français et étrangers. Ces derniers travaillaient surtout à l'embellissement des résidences du roi et des membres de la Cour. Il créa en France l'industrie du verre et plus particulièrement du miroir pour embellir les demeures royales. Les artisans vénitiens, maîtres de cet art, en furent les principaux dirigeants. Cette nouvelle industrie profita beaucoup des larges subventions gouvernementales.

Enfin, Colbert s'intéressa à l'industrie des métaux mais à un degré moindre que dans le cas de l'industrie des textiles et des articles de luxe. Mentionnons les industries de l'étain et des métaux nécessaires à l'armement auxquelles Colbert donna une bonne part de ses énergies.

Colbert était un partisan de l'entreprise libre. Il croyait que les individus étaient plus efficaces que l'État dans la gestion des industries manufacturières. Il ne faut cependant pas croire que les individus avaient toute la latitude voulue dans l'administration de leurs entreprises, car Colbert était aussi un ardent supporteur de la réglementation de toutes les industries par l'État. L'intérêt particulier devait être subordonné à l'intérêt national².

Les motifs que Colbert utilisa pour réglementer les industries portèrent sur la qualité de la marchandise, la protection du consommateur, et l'amélioration des techniques de la production. Colbert n'était donc pas un promoteur de la théorie du laissez-faire. L'étatisme ou le contrôle par l'État des activités économiques était d'une nécessité absolue pour maintenir l'ordre national. Pour arriver à cette fin, Colbert ne brisa pas les liens avec le passé. Il se servit des guildes et nomma de nombreux fonctionnaires pour la mise en application de ses décrets.

Les règlements formulés par Colbert touchèrent surtout l'industrie des textiles; plusieurs furent aussi élaborés pour con-

1. Cole, C. W., Volume II, p. 215.

2. Clément, P., *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, Volume II, Tome II, pp. 728-729.

trôler le travailleur ou l'ouvrier. Colbert sentait bien que la réglementation de l'industrie était plus profitable à l'employeur qu'à l'employé et il semble même avoir craint cet état de choses. De ce fait, il souhaitait l'établissement de nombreuses manufactures qui accroîtraient la demande de travail et amèneraient une hausse des salaires¹.

* * *

Les compagnies étaient les porte-étendards de la France sur les marchés étrangers et les colonies constituaient des bases d'opération pour les compagnies qui opéraient dans les pays lointains. Voilà pourquoi Colbert rêva d'un immense empire commercial et colonial français dont la puissance dépendait dans une large mesure du développement de la Compagnie des Indes Orientales, la Compagnie des Indes Occidentales, la Compagnie du Nord et la Compagnie du Levant.

La charte de la Compagnie des Indes Orientales fut ratifiée par le parlement de Paris en septembre 1664. Colbert dévoua aussitôt toutes ses énergies à trouver le capital nécessaire à la formation de la Compagnie. À cette fin, le roi écrivit aux notables des principales villes ou cités françaises afin qu'ils souscrivent le capital initial. Cette première campagne de souscriptions n'eut pas le succès escompté car les marchands croyaient voir dans ce stratagème une façon déguisée de gonfler les coffres de l'État. Colbert utilisa donc le prestige royal auprès des nobles de la Cour afin d'amasser les sommes d'argent désirées. Le résultat final fut qu'environ la moitié du capital total fut souscrit, soit à peu près 8,000,000 de livres. Néanmoins, une telle somme n'avait jamais pu être atteinte dans le passé pour une entreprise commerciale n'ayant pas de liens directs avec les finances publiques.

La Compagnie décida d'utiliser Madagascar comme base d'opération pour son commerce avec les Indes. Un certain nombre de colons et une grande quantité de marchandises et de munitions furent expédiés dans l'île. Malheureusement, les intérêts des colons et de la Compagnie vinrent en conflit et ces deux aventures furent un véritable fiasco durant la vie même de Colbert. Une mauvaise administration de la Compagnie et la guerre avec les

1. *Ibid*, Volume II, Tome II, pp. 688-689.

Hollandais en furent les principales causes. Par ailleurs, les colons ne purent s'adapter à ce nouveau milieu et la colonie périclita. Ce n'est qu'au XVIII^e siècle que la Compagnie des Indes Orientales connut le succès financier.

La Compagnie des Indes Occidentales fut formée en 1664 et elle unit en un seul monopole le commerce français avec les Antilles, l'Afrique Occidentale, l'Amérique du Sud, et le Canada. Cette compagnie était une organisation gouvernementale financée par le roi et les officiers royaux. Ce n'était pas une entreprise purement mercantile sous l'égide des marchands.

En ce qui concerne les Antilles, une des politiques fondamentales de Colbert fut d'exclure les commerçants étrangers, spécialement les Hollandais, de tout trafic avec les Îles. Sur ce point, ses ordres étaient clairs. Tout navire étranger commerçant avec ces colonies devait être coulé ou confisqué. Le commerce avec les colonies devait se poursuivre uniquement avec la métropole¹.

En 1669, la Compagnie cessa ses opérations et le commerce avec les Antilles passa dans les mains des marchands. Ce transfert ne changea en rien la politique de Colbert. Le commerce entre la France et les Antilles s'accrut considérablement, d'autant plus qu'il était très profitable pour la France. Le troc était la base des échanges entre la mère-patrie et les colonies. L'argent jouait un rôle presque insignifiant dans les échanges. Le sucre et le tabac étaient troqués pour des esclaves, du bétail et des biens manufacturés. Colbert voulait aussi peupler les colonies le plus rapidement possible, le problème de la population le préoccupant constamment. Il encouragea les mariages à bas âge et il s'occupa de faire transporter les filles du Roi aux Îles.

Mentionnons finalement que la production agricole tenait une place importante dans les lettres de Colbert. Il encouragea la création de nouvelles plantations et il proposa même la diversification de la production quand la surproduction semblait vouloir avilir les prix de certaines denrées, le sucre en particulier. Il est probable que Colbert aurait désiré que les raffineries de sucre s'établissent en France, laissant aux colonies le soin de fournir le sucre brut.

1. Ibid, Volume III, Tome II, pp. 495-497 et ss.

La Compagnie des Indes Occidentales eut beaucoup plus d'influence aux Antilles qu'en Nouvelle-France. Colbert se réserva le contrôle commercial et politique du Canada et il choisit lui-même les personnes chargées de l'administration de la colonie. Frontenac et Talon furent ses choix les plus judicieux.

La conception de Colbert sur le gouvernement colonial était imbue de paternalisme. En fait, le gouvernement de la Nouvelle-France réglementait tout, y compris les prix. Cependant la principale préoccupation de Colbert portait sur la population. Il demanda des rapports annuels sur le nombre d'habitants au Canada. Il encouragea les mariages à bas âge et versa des allocations aux familles ayant dix enfants ou plus. Les enfants qui entraient dans la vie religieuse étaient exclus du compte. Des cadeaux furent donnés aux garçons qui quittaient le célibat avant leurs vingt ans et aux filles sous leurs seize ans. Il fit établir des couples mariés, des familles, et des soldats dans la colonie. Il expédia de France des jeunes filles et des jeunes femmes. Les célibataires qui ne prenaient pas femme dans les quinze jours suivant l'arrivée des jeunes filles pouvaient être bannis du commerce ou privés de leurs droits de chasse¹. Colbert encouragea aussi les colons à épouser des indiennes en leur payant des allocations. En résumé, disons que Colbert mit tout en œuvre pour accroître la population. Ses efforts ne furent pas vains. Au XVII^e siècle, le taux des naissances atteint des chiffres renversants².

Sur l'agriculture, les idées de Colbert étaient claires. Il croyait que le défrichement et la culture des terres devaient précéder certaines autres occupations, telle la chasse des animaux à fourrure. Il fit distribuer des terres à la noblesse coloniale pour stimuler l'industrie agricole.

Colbert favorisa aussi le développement des manufactures, des mines et des pêcheries coloniales. Il aurait probablement désiré, à l'inverse des idées mercantiles de sa période, que la colonie soit indépendante de la mère-patrie pour une large part de ses biens et services. Cette autonomie partielle aurait freiné les exportations de monnaie de la France vers le Canada. Notons finalement que Colbert donna de larges subventions à l'industrie

1. Ibid, Volume III, Tome II, pp. 394-395, 449-451.

2. Henripin, J., *La population canadienne au début du XVIII^e siècle*, Presses Universitaires de France, 1934, 129 pages.

de la construction navale afin d'accroître le nombre d'unités de la marine marchande. Ces nouveaux vaisseaux, bien entendu, ne devaient commercer qu'avec la métropole ou ses colonies.

Les Compagnies du Nord et du Levant étaient des entreprises strictement commerciales, ne jouant aucun rôle dans le développement des colonies. La première commerçait avec l'Europe septentrionale, l'autre trafiquait avec l'Afrique du Nord.

La Compagnie du Nord échangeait des vins français, des biens manufacturés et du sucre antillais pour des fournitures navales et autres produits nordiques, tel le poisson. La Compagnie du Levant échangeait des produits textiles pour des épices.

Ces deux entreprises furent une faillite financière mais, dans les deux cas, les efforts de Colbert ne furent pas totalement perdus. Il secoua l'apathie des commerçants français envers le commerce extérieur. Il fit connaître aux marins et navigateurs français les routes maritimes du Nord et du Sud et, fait plus important peut-être, il étendit le nom de la France aux quatre coins du globe.

* * *

Si le problème de la population coloniale préoccupait Colbert, celui-ci revêtait un caractère primordial lorsqu'il s'agissait de la population française métropolitaine. Une large population était nécessaire au développement de l'industrie manufacturière et, par conséquent, à l'accroissement des exportations. Si cette population était judicieusement employée, elle produirait plus qu'elle ne consommerait¹.

Colbert défendit l'émigration vers les pays étrangers. Il encouragea la multiplication des familles nombreuses, soit en diminuant les taxes pour les familles ayant dix enfants vivants et plus, soit en versant des pensions aux pères de ces larges familles. Les moines, les prêtres, les religieuses n'entraient pas dans la catégorie des enfants vivants car, selon Colbert, ils étaient des membres non productifs².

Colbert réduisit aussi le nombre de jours fériés dans un autre effort pour accroître la production. Il diminua de même le nombre

1. Clément, P., *Histoire de Colbert et de son administration*, pp. 237-238.

2. Clément, P., *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, Volume VI, p. 3.

des vagabonds, troubadours, etc., qui parcouraient les routes de France. Enfin, même les malades mentaux ou handicapés devaient travailler dans les «hôpitaux généraux». En somme, Colbert concevait la France comme un vaste atelier où chacun devait produire selon ses capacités. Le chômage ne pouvait être toléré d'aucune manière.

Le problème d'une subsistance adéquate pour la population française préoccupa Colbert dès sa nomination comme contrôleur des finances car, lors de son entrée en fonction, la France était au prise avec la famine. Le prix des grains était très élevé et la faim régnait dans le pays. De grandes quantités de grains furent donc importées et distribuées gratuitement par le gouvernement pour atténuer les difficultés de la situation. Cette famine laissa une marque indélébile sur Colbert et affecta probablement toute sa politique agricole. Une pénurie de vivres disloque l'économie interne, réduit la population, comprime l'entrée des taxes, entraîne la sortie de la monnaie pour l'achat des grains, et engendre une récession économique. En d'autres mots, la famine détruisait la politique générale de Colbert. Il défendit donc l'exportation des grains et encouragea le libre mouvement des produits agricoles à l'intérieur des frontières françaises. Par ailleurs, lorsque les récoltes étaient bonnes, Colbert coupait les importations et favorisait les exportations¹. En résumé, la politique de Colbert était toute simple: encouragement à hausser les exportations en temps d'abondance, réduction des exportations en période de disette. Il n'y a aucun doute que Colbert devait suivre attentivement les statistiques annuelles des récoltes car l'abondance augmentait les exportations de grains et l'entrée de la monnaie alors que la disette accroissait les importations et la sortie d'argent. La politique agricole de Colbert fut l'objet de critiques acerbes de la part des physiocrates qui attribuaient la misère de la population agricole à la prohibition frappant les exportations de grains. Cependant il est probable que la politique de Colbert était juste pour un siècle où la pénurie des denrées prédominait plus souvent que l'abondance des vivres.

* * *

1. *Ibid*, Volume II, Tome II, p. 596.

Colbert fut un grand administrateur, peut-être le plus grand de son siècle. Il n'était pas un théoricien mais un bâtisseur d'empire. Il maria la tradition mercantiliste de la France et la centralisation du pouvoir pour appliquer la doctrine mercantiliste à l'échelle de la nation. Il réussit partiellement à améliorer la vie économique et administrative de la France. Malheureusement, les guerres de l'époque détruisirent un grand nombre de ses projets. Cependant ces guerres étaient inévitables aussi longtemps que Colbert concevait l'univers comme statique.

D'autre part, Colbert stimula peut-être le développement du capitalisme en encourageant l'industrie et le commerce. Ses politiques de protection douanière et de subventions à l'industrie contribuèrent à développer les techniques de production et à augmenter le capital. Quant à ses idées sur le bullionisme, elles n'étaient peut-être pas aussi naïves que l'on serait porté à le croire. Dans un monde où les activités économiques dépendaient des stocks d'or et d'argent, il était probablement nécessaire d'en posséder un volume assez considérable pour faciliter la production et les échanges.

Finalement, notons que le colbertisme prit naissance et grandit grâce à trois conditions principales, la montée du nationalisme, la centralisation du pouvoir gouvernemental, et une économie de monnaie forte. Ces conditions se retrouvant aujourd'hui, le colbertisme vit peut-être actuellement ses plus belles heures.

Marcel DANEAU,
*professeur à l'École des Pêcheries
de l'Université Laval.*